

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 09/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VENATOR Pigments France

203, route de Wervicq
BP 50017
59559 Comines

Références : 2024_06_06_Venator_Comines_PPC
Code AIOT : 0007000987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2024 dans l'établissement VENATOR Pigments France implanté 203, route de Wervicq BP 50017 59559 Comines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENATOR Pigments France
- 203, route de Wervicq BP 50017 59559 Comines
- Code AIOT : 0007000987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Venator Pigments France de Comines fabrique des pigments inorganiques, principalement le bleu outremer. La coloration des matières plastiques est la principale utilisation des pigments qui sont également employés dans l'industrie cosmétique, ainsi que pour la production de revêtements de surfaces.

L'établissement emploie 115 personnes.

L'usine est implantée à l'Est de la commune de Comines, sur un terrain de 5,3 ha classé en zone UF. La commune de Wervik (Belgique) est dans un rayon de 3 km autour du site.

L'environnement proche du site est constitué par :

- au nord du site, la Lys, frontière naturelle entre la France et la Belgique ;
- au nord-est du site, le parc de Balokken (Wervik-Belgique), îlot de 36 hectares entre deux bras de la Lys ;

- à l'est et à l'ouest du site, des activités industrielles ; au sud du site, des habitations et des champs. Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement Venator Pigments France de Comines est une installation classée pour la protection de l'environnement régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 26/11/2008. La liste des installations autorisées sur le site de Comines a été mise à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 29/06/2018.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. Parmi les rubriques « 3000 » qui concernent les installations ou équipements visés à l'annexe I de la directive 2010/75/UE, la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique 3420-e (fabrication en quantité industrielle de pigments inorganiques) avec une capacité maximale de fabrication de 7 650 t/an de bleu outremer et dérivés.

Le bleu outremer s'obtient à partir d'un mélange de kaolin, de soufre et de carbonate de soude qui subissent des transformations physico-chimiques dans des fours de calcination. Les briques de bleu outremer brut sont ensuite concassées à la sortie du four, puis mises en suspension dans l'eau chaude avec de la soude avant de subir un traitement : épuration, broyage et classification granulométrique en phase humide (centrifugeuses avec dépoussiéreurs) puis séchage.

Les fumées des fours de calcination sont traitées par l'unité de désulfuration SULFOX. En fin de circuit de traitement, les gaz épurés sont rejetés à l'atmosphère à la cheminée en briques (hauteur 85 m).

Le principe de la désulfuration est le traitement par oxydation catalytique des effluents gazeux. L'installation de désulfuration comporte 3 brûleurs :

- le brûleur à l'entrée (H200) qui réchauffe les gaz des carneaux
- le brûleur avant le réacteur d'oxydation (H406) qui garantit la température minimale nécessaire à la réaction d'oxydation catalytique
- le brûleur avant la cheminée (H700) qui garantit un point de rosée assez haut pour les gaz épurés en sortie.

Les émissions sont captées et traitées pendant toute la durée du process de calcination (le cycle complet de production d'un four dure près de 3 semaines, avec une descente progressive de la température brûleurs éteints). En cas de panne du SULFOX, les gaz de calcination sont directement rejetés à la grande cheminée (conduit n°1).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites de l'inspection du 12/10/23	Autre du 12/10/2023	Demande d'action corrective	1 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 7.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Protections individuelles du personnel d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 7.7.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 03/11/2023, article 1 et 2	Sans objet
3	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
7	Suites de l'inspection du 17/04/24	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
8	Suites de l'inspection du 17/04/24	Autre du 17/04/2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place un plan d'action pour lever les non-conformités relatives aux différents rapports de contrôle à chaque réception d'un nouveau rapport (installations électriques et de protection contre la foudre notamment). Il doit mettre en place un système permettant de tracer les actions réalisées.

Par ailleurs, l'exploitant doit dissocier son stock d'ARI afin de pouvoir s'en équiper quelque soit le sens du vent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 12/10/23

Référence réglementaire : Autre du 12/10/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1) Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.1.1 Il est demandé à l'exploitant de procéder très rapidement à la réparation de son compteur d'eau et d'en informer le préfet et l'inspection. L'exploitant indiquera quelle est l'utilisation du puits figurant sur le plan de masse. S'il n'est plus utilisé, l'exploitant indiquera les mesures prises pour éviter toute contamination de la nappe par des écoulements de surface.</p> <p>2) Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.2.2 Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un plan à jour des réseaux d'eau (eaux prélevées - Lys et réseau de ville - et eaux rejetées - STEP urbaine et Lys) en y joignant une légende.</p> <p>3) Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 4.3.8 Il est rappelé à l'exploitant que les résultats de l'autosurveillance doivent être saisis dès la fin de la période calendaire dans l'interface GIDAF et que les dépassements ponctuels doivent faire l'objet d'explications et lorsqu'ils sont récurrents, d'un plan d'actions pour y remédier. L'exploitant précisera ses relevés d'autosurveillance du mois de septembre : des concentrations apparaissent alors que le débit de rejet est nul.</p> <p>4) Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/11/2008, article 9.2.2 L'exploitant veillera à relever sa consommation d'eau tous les jours, y compris les week-ends et les jours fériés.</p>
<p>Constats :</p> <p>1) Des investigations ont été menées sur le puits Figaredo. Il s'agit d'un puits de drainage, similaire à une cuve percée. D'après l'exploitant, ce puits ne va pas chercher la nappe. Le puisard est profond d'environ 3-4 mètres. L'exploitant a prélevé des échantillons de boues pour réaliser des analyses en interne.</p> <p>2) Le plan des réseaux a été présenté avec une légende. Y sont présentés les eaux de process, eaux pluviales et réseau gaz.</p> <p>3) Les résultats renseignés dans GIDAF présentent des dépassements, notamment en azote et phosphore, déjà identifiés et faisant l'objet d'un arrêté de mise en demeure associé d'un délai de 24 mois (échéance novembre 2025). L'exploitant a pris l'attache de Ginger Burgeap (cf point ci-dessous). Concernant les dépassements en CL2, l'exploitant précise sur le logiciel GIDAF qu'un projet est en cours pour régler ce problème. Il indique également que l'origine des dépassements est identifiée comme étant l'utilisation de chlorure ferrique dans le traitement de ses effluents. Il a prévu d'inclure les chlorures dans la réflexion menée par Ginger Burgeap, qui porte déjà sur l'azote et le phosphore.</p> <p>4) Le fichier de relevé présente un gros dépassement en date du 16 février 2024 avec un prélèvement de 1188 m³/j. L'exploitant justifie ce dépassement par une erreur humaine de</p>

retranscription. Il s'agit d'un dépassement ponctuel. Aucun autre dépassement n'a été identifié depuis début 2024.

Une communication a été refaite sur la nécessité de réaliser un relevé journalier, même le week-end. Le fichier ne présente pas de donnée manquante, hormis le 9 mai (jour férié) sur le dernier mois. Une double saisie est mise en place (tableur + saisie sur un logiciel de suivi). L'exploitant travaille également à une solution d'automatisation du report d'information donné par la pompe.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit éclaircir le fonctionnement de son puits qui semble être un puits d'infiltration et justifier de l'absence d'impact.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/11/2023, article 1 et 2

Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements azote et phosphore

Prescription contrôlée :

La SAS VENATOR PIGMENTS FRANCE, exploitant une installation de production de pigments minéraux située 203, route de Wervicq - 59660 Comines est mis en demeure, dans un délai de 24 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2008 susvisé.

Afin de vérifier le respect de l'article 1 du présent arrêté, outre le retour global à la conformité dans le délai prévu à ce même article, la SAS VENATOR PIGMENTS FRANCE se conforme aux actions suivantes :

- rédaction et remise au préfet d'une étude technique visant à identifier les causes des dépassements des valeurs limites de rejets azote et phosphore : 3 mois ;
- rédaction et remise au préfet d'une étude visant à identifier les solutions techniques à mettre en œuvre pour réduire ces rejets : 6 mois ;
- mise en place de la solution technique retenue : 24 mois.

Constats :

Une étude a d'abord été menée en interne. Lors de celle-ci, l'exploitant a identifié l'origine des dépassements en azote et phosphore comme provenant de la production de violet de manganèse. Une étude a également été lancée avec le bureau d'études Ginger Burgeap. L'exploitant a transmis par courrier du 31 mai 2024 la note de synthèse d'une première étude visant à caractériser les effluents aqueux, et définir les essais à réaliser en laboratoire afin de dimensionner les solutions techniques de mise en conformité (Caractérisation ciblée des effluents aqueux de février-mars 2024 - Ginger Burgeap - réf : NO1300020/1088781-01)

Suite à cette étude, l'exploitant indique que des essais en laboratoire permettront de définir le traitement adapté à mettre en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour courrier du 5 avril 2024, l'exploitant indiquait que le calendrier de réalisation des campagnes de mesure avait été impacté par des perturbations du fonctionnement de l'établissement. L'exploitant a cependant passé commande avec le laboratoire Eurofins le 27 mars 2024 pour la réalisation des 3 campagnes de mesures consécutives. Le premier prélèvement a été effectué le 22 mai dernier. Les suivants sont prévus pour le 19 juin et le 3 juillet. L'exploitant a présenté un courriel du laboratoire confirmant ces dates.</p> <p>L'exploitant précise également qu'une étude des FDS des pigments a été réalisée par le responsable qualité qui n'a pas identifié de produits susceptibles de contenir des PFAS. Par ailleurs, une demande complémentaire a été faite à l'ensemble des fournisseurs de matières premières pour vérifier l'absence ou la présence des PFAS.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p>

<p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection le rapport Q18 faisant suite à une vérification de Bureau Veritas du 15 au 28 mars 2023. Le rapport fait état de 18 observations. Sur ces 18 observations, 16 sont récurrentes dont 2 datent de 2017.</p> <p>L'exploitant précise que le contrôle prévu pour l'année 2024 est en cours, et que par conséquent, les non-conformités y seront à nouveau mentionnées. Il indique cependant qu'une nouvelle équipe est en place, et que ce sujet sera traité.</p> <p>L'exploitant a également présenté un rapport Q19 mentionnant 33 observations, dont 26 considérées comme "prioritaires 1", 7 actions considérées comme "prioritaires 2". L'exploitant indique ne pas savoir si des actions ont été menées ou pas suite à ce rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant définit un plan d'action pour la levée des non-conformités relevées dans les rapports de vérification Q18 et Q19. Il trace les actions mises en place.</p> <p>Dans un délai n'excédant pas 6 mois, l'exploitant fait réaliser une nouvelle vérification de ses installations électriques, afin de justifier de la levée des observations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 5 : Installations de protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>[...]</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p>

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de la société BCM Foudre du 14/10/22 relatif à un contrôle visuel des installations. Aucune vérification n'a été réalisée en 2023. L'exploitant aurait pourtant dû faire réaliser une vérification complète des installations en 2023. L'exploitant précise que le contrôle de l'année 2024 est programmé pour le 16 juillet.

Par ailleurs, le rapport de 2022 mentionne un certain nombre de non conformités. Notamment, il est mentionné pour les paratonnerres PDA1, PDA2, PDA4 et cheminée brique 35m que "l'installation paratonnerre existante n'est pas en bon état de fonctionnement et nécessite une remise en conformité aux normes actuelles".

L'exploitant n'a pas pu présenter de plan d'action associé, ni justifier du traitement des écarts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'assure que le contrôle prévu en juillet 2024 est bien une vérification complète et non visuelle uniquement.

L'exploitant formalise un plan d'action pour la levée des non-conformités relevées lors des vérifications et fait réaliser un nouveau contrôle dans un délai n'excédant pas 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Protections individuelles du personnel d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2008, article 7.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Appareils respiratoires autonomes

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par les installations et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Au moins trois appareils respiratoires autonomes et isolants d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques et deux combinaisons de protection chimique de type EN adaptée aux risques sont mis à disposition de toute personne :

- de surveillance,
- ou ayant à séjourner à l'intérieur des zones toxiques.

Ces protections individuelles sont accessibles en toute circonstance et adaptées aux interventions normales ou dans des circonstances accidentelles.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans au moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la

direction des vents.

Le site doit également disposer de gants et lunettes de protection et d'appareils portatifs de détection : 2 oxygénomètres dans l'atelier mécanique, 4 toximètres H2S (3 dans l'atelier mécanique, 1 dans l'atelier violet de Mn), 1 explosimètre dans l'atelier mécanique, 2 toximètres SO2 dans le laboratoire.

Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

Constats :

Le site dispose de 5 appareils respiratoires autonomes (ARI) dont la dernière vérification date de juillet 2023. Ces ARI sont accessibles à tout moment, ils sont cependant tous disposés au même endroit, à proximité de l'entrée du site, et ne sont donc pas disposés dans deux secteurs en sens opposés selon la direction des vents.

Par ailleurs, l'établissement est doté de combinaisons de protection chimique (2 types différents : Dupont Tychem et Ansell). Ces combinaisons sont stockées dans un local de stock de produits, avec gants et lunettes notamment.

Des appareils portatifs de détection sont disponibles. Ce sont des détecteurs 4 gaz (O2, H2S, LIE et SO2).

Le personnel est formé à la procédure à suivre pour entrer dans le bâtiment des fours, cette formation contient une partie relative aux détecteurs 4 gaz et à leur utilisation. Il existe également une procédure interne de sensibilisation des risques au niveau des fours, référencée MI.21-AN-01 "Condition d'accès aux bâtiments des fours". L'exploitant tient à jour un registre du personnel formé. Il s'agit d'une formation initiale, pas de recyclage prévu.

Les appareils ne sont pas nécessairement répartis comme prévu par l'arrêté de 2008. Par exemple, le jour de l'inspection, il n'y avait pas de détecteur dans l'atelier de violet de manganèse ou de toximètres dans le laboratoire. L'exploitant précise que le personnel est rodé à l'usage de ces détecteurs et s'équipe toujours dès lors que l'opération réalisée le nécessite. Plusieurs détecteurs sont disponibles en atelier de maintenance. L'exploitant n'est pas en mesure de préciser le nombre de détecteurs disponibles sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant répartit ses ARI sous deux secteurs en sens opposés selon la direction des vents sous un délai de 1 mois.

L'exploitant s'assure que tout le personnel le nécessitant ait accès aux détecteurs gaz. Par ailleurs, il liste le matériel disponible dans son établissement, et les emplacements auxquels ils peuvent être trouvés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Suites de l'inspection du 17/04/24

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

Thème(s) : Risques chroniques, Passerelle
Prescription contrôlée : <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p> <p>Historique : La passerelle de la cheminée brique 35m a fait l'objet d'une vérification en 2023 lors de laquelle des non conformités avaient été relevées, ayant entraîné l'impossibilité de réaliser un contrôle inopiné en fin 2023. Lors de la visite d'inspection d'avril 2024, l'exploitant précisait que ces non-conformités étaient levées et que Bureau Veritas devait intervenir afin d'attester de la mise en conformité de la passerelle.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis par courriel du 25 juin 2024 un rapport de Bureau Veritas daté du 21 juin 2024 attestant de la levée des réserves contenues dans les rapports de vérification de la plateforme et des échelles de la cheminée 35m.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suites de l'inspection du 17/04/24

Référence réglementaire : Autre du 17/04/2024
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de l'incident de février 2024
Prescription contrôlée : <p>Observations de la visite du 17 avril 2024 : L'exploitant a fourni des factures de travaux permettant de justifier que des actions ont été menées. Cependant, ni le devis demandé pour la réfection de la toiture, ni aucun plan d'actions n'ont été transmis. Dans le rapport d'incident, l'exploitant prévoit la réfection de la toiture pour l'année 2024. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant indique que la demande a été faite au groupe, et que les travaux seront entrepris dès que la validation sera donnée par le groupe. Il précise que la fin des travaux pourrait être envisagée pour l'été 2024.</p>
Constats : <p>Par courriel du 1er juillet 2024, l'exploitant a transmis un document de la société ATTILA (réparation et entretien de toits) attestant que les travaux de toiture chez Venator ont été effectués. Le document est daté du 21 juin 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite